

Unité départementale de la Côte-d'Or

Dijon, le 30/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



ROCAMAT

Haie des Maisons
21400 NOD SUR SEINE

Références : 0005400212/2022-151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2022 dans l'établissement ROCAMAT implanté Haie des Maisons 21400 NOD SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 28/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection, à savoir tous les 7 ans pour les établissements soumis à autorisation.

L'activité du site est très faible depuis plusieurs années.

Le groupe ROCAMAT va vendre la carrière, un rachat est en cours et devrait prochainement être finalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROCAMAT
- Haie des Maisons 21400 NOD SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0005400212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement contrôlé est une carrière de roches ornementales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du respect de prescriptions de l'APA du 02/02/2000

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a relevé plusieurs non-conformités mineures.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 9	/	Sans objet
Extraction	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 22.3	/	Sans objet
Extraction	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 22.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Description des installations	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 2	/	Sans objet
Durée de l'autorisation carrière	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 4	/	Sans objet
Garanties financières en vue de la remise en état de la carrière	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 8	/	Sans objet
Entretien – matériels	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 12	/	Sans objet
Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 15	/	Sans objet
Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 19	/	Sans objet
Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 25.2	/	Sans objet
Conception et aménagement des installations	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 26	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 35.2	/	Sans objet
Plan	Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 41	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains constats ont mis en évidence des non-conformités (retard de phasage, non renouvellement du contrôle acoustique depuis 2005, pas d'entretien du décanteur-déshuileur depuis 2006...). Ces non-conformités sont liées à la très faible activité du site depuis une dizaine d'années. Ces points seront à contrôler dans le cadre d'un changement d'exploitant, prévu en 2022 d'après ROCAMAT, et donc d'une reprise de l'activité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Description des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Description des installations
Prescription contrôlée : La carrière est destinée à l'extraction de pierre calcaire marbrière à raison d'une production brute annuelle de 17 500 m3 en moyenne, ne pouvant excéder 26 300 m3, soit 3 500 à 5 260 m3 de blocs marchands.
Constats : L'exploitant a fourni les déclarations annuelles de production de 2018 à 2021. Elles montrent une activité très faible de la carrière: - 2018: 0m3 - 2019: 71m3 - 2020: 50m3 - 2021: 0m3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Durée de l'autorisation carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation carrière
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploitation (extraction et remise en état) de la carrière est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de signature du présent arrêté. Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en œuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance du présent arrêté. En tout état de cause, la notification de fin de travaux, après remise en état, devra parvenir en préfecture six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.
Constats : La carrière est autorisée à exploiter jusqu'en 2030.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières en vue de la remise en état de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières en vue de la remise en état de la carrière
Prescription contrôlée : Art 8.1 - Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site à un moment quelconque au cours de l'exploitation, il est fixé à 437 560 francs TTC. Les garanties financières sont données pour une période d'une durée de cinq ans au moins. Art 8.2 - Modalités d'actualisation du montant des garanties financières Tous les 5 ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'indice TP01 de référence est celui publié à la date de signature du présent arrêté. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
Constats : L'exploitant a actualisé le montant de ses garanties financières. Il a fourni un acte de cautionnement solidaire daté du 27/01/2020 en actualisant l'indice TP01. Le montant des garanties financières est donc passé de 109217€ à 112854€.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux plans et données techniques
Prescription contrôlée : Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.
Constats : L'exploitant a fourni par courriel daté du 04/03/2022 le plan topographie mis à jour le 31/01/2022. Il est constaté, à l'instar de ce qui a été constaté lors de la dernière visite d'inspection en 2015, un retard de phasage. La carrière n'est quasiment pas exploitée. L'exploitant indique que la société était en redressement judiciaire il y a 5 ans. Concernant le site de Nod-sur-Seine, un rachat est prévu prochainement, la finalisation de l'achat est en cours.
Observations : L'exploitant devra informer les services de l'inspection du changement d'exploitant. Il reste toutefois titulaire de l'arrêté d'autorisation, et doit donc en respecter les dispositions, jusqu'à l'autorisation préfectorale de changement d'exploitant. Le nouvel exploitant devra présenter un projet de demande de modification des conditions d'exploitation avec le nouveau phasage projeté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien – matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien – matériels
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires à la prévention, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité (panneaux, clôture, barrières...). Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.
Constats : L'exploitant a transmis le bordereau de suivi de déchets (BSD) concernant l'entretien du décanteur-déshuileur situé au niveau de l'aire étanche. Ce BSD est daté du 08/06/2006. Les matériels relatifs à la sécurité (panneaux, clôture, barrières...) étaient en bon état.
Observations : Même s'il est entendable qu'un entretien plus fréquent n'ait pas été fait étant donné le peu d'activité sur le site, le décanteur-déshuileur devra faire l'objet d'un entretien en 2022, étant donné que le dernier contrôle et évacuation des déchets remontent à 16 ans. La pancarte à l'entrée est légèrement recouverte de mousse, elle sera à entretenir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 15
Thème(s) : Autre, Clôture et barrières
Prescription contrôlée : La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.
Constats : L'entrée du site est fermée. Des courtines ont été installées de part et d'autres de la barrière correspondant à l'entrée principale. L'ensemble du site est ceinturé par un merlon. Certaines parties du site sont en plus protégées de l'accès par du barbelé. Une pancarte portant les mentions obligatoires est présente à l'entrée du site. Des petites pancartes sont régulièrement installées sur le pourtour du site pour matérialiser le périmètre et indiquer les dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Distances limites et zones de protection
Prescription contrôlée : L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place. En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée.
Constats : D'après le plan fourni, l'exploitation arrive en contact avec la bande des 10m en limite Sud-Est. L'inspection de 2015 l'avait déjà relevé. La situation n'a pas évoluée. Une vigilance est à maintenir sur le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 22.3
Thème(s) : Risques chroniques, Phasages
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule selon les plans annexés en 6 phases quinquennales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier de demande d'autorisation. La surface exploitée pour chaque phase est d'environ 35 000 m ² soit un volume à extraire voisins de 90 000 m ³ (17 500 m ³ de blocs marchands). L'exploitation de la phase N+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase N sont achevés et ceux de la phase N+1 commencés.
Constats : Le jour de la visite, il n'y avait aucune activité sur le site. L'activité de la carrière est très faible. Un important retard de phasage est observé.
Observations : L'exploitant envisage une vente de la carrière courant 2022. Une mise à jour du plan de phasage sera à réaliser lors du changement d'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 25.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état du site
Prescription contrôlée : La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- des plantations d'arbres et d'arbustes sont effectuées sous délai de deux ans en bordure Sud/Sud-Est de manière à créer un écran végétal limitant l'impact visuel de la carrière,- les déchets d'exploitation sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés,- les stériles de découverte et en dernier lieu la terre végétale sont régales sur le remblai. Les travaux de remblaiement s'effectuent progressivement à l'avancement des travaux d'extraction. Les terrains doivent être soigneusement modelés. En fin d'exploitation, l'ensemble de l'emprise est nettoyé, les infrastructures sont supprimées. Aucun dépôt ne doit subsister sur le site.
Constats : Les travaux de remblaiement ont bien été faits au fur et à mesure de l'extraction. Les plantations d'arbre n'ont pas été faites car il semble que cela ne soit pas adapté à l'usage futur de la partie remblayée (usage agricole). Les déchets d'exploitant sont disposés en fond de fouille. Ils sont en tas. L'exploitant indique que dans le cadre du changement d'exploitant il pourrait être demandé à pouvoir broyer les roches pour les valoriser.
Observations : Cette prescription sera à revoir lors du changement d'exploitant prévu en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conception et aménagement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et aménagement des installations
Prescription contrôlée : Conception et aménagement des installations Art 26.1 Limitation des consommations Il n'y a aucun prélèvement d'eau. Art 26.2 Réseaux Il n'y a pas d'eau de procédé. Art 26.3 Prévention des pollutions accidentelles des eaux 1/ le ravitaillement journalier des engins à partir d'un camion citerne est réalisé sur une aire bétonnée étanche entourée par un caniveau avec un point bas relié à un décanteur deshuileur garantissant un rejet dont la concentration en hydrocarbures n'excède pas 5 mg/l. Cette aire doit être aménagée d'ici la fin février 2000. 2/ Le stockage d'hydrocarbures, de lubrifiants et de tous liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est strictement limité à 500 l et est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal au volume stocké. 3/ L'entretien des engins sur la carrière est interdit. 4/ Le stationnement des engins s'effectue en période d'activité sur l'aire étanche. En période d'inactivité prolongée, il est interdit sur le site. 5/ Les produits récupérés en cas d'accidents ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets. 6/ En cas de déversement accidentel, les services de la DASS et les services d'exploitation du captage de la source des Goulottes sont immédiatement alertés.
Constats : Aucune installation de traitement et aucun engin n'était présent sur le site le jour de la visite. Le jour de la visite, il n'y avait pas d'activité. Il ne reste qu'une citerne à eau (remplie par camion) utilisée en période d'exploitation pour le sciage des blocs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 35.2
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle acoustique
Prescription contrôlée : Un contrôle du niveau sonore est effectué dès l'ouverture de la carrière. Ce contrôle est renouvelé tous les 3 ans. Les mesures sont transmises dans un délai d'un moi à l'inspecteur des installations classées accompagnées le cas échéant d'un commentaire et de propositions.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport du dernier contrôle acoustique réalisé en 2005. La périodicité du contrôle n'a pas été respectée. Toutefois, il est à noter que le rapport ne faisait pas état d'observations particulières. Les premières habitations sont éloignées du site (800m environ). Ce site ne fait pas l'objet de plainte. Enfin, le site connaît une très faible activité depuis plusieurs années.
Observations : Dans le cas d'une reprise de l'activité avec le nouvel exploitant, le contrôle acoustique sera à renouveler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 41
Thème(s) : Situation administrative, plan d'évolution
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter,- la position des fronts,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état, la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Constats : Le plan est tenu à jour avec les informations demandées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2000, article 22.2
Thème(s) : Autre, méthode d'exploitation
Prescription contrôlée : Une banquette est maintenue entre la découverte et le niveau marbrier. Sa largeur est définie en fonction de la hauteur du gradin supérieur. Elle ne peut être inférieure à 5m.
Constats : D'après le plan topographique fourni par l'exploitant, certaines banquettes du secteur Nord-ouest de la carrière font moins de 5m de large.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet